

NOTE DE SERVICE
du ministre de l'agriculture n° 90-7009 du 30 mars 1990

Objet : Assurance invalidité des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole : attribution, suppression et suspension des pensions d'invalidité.

Textes de référence :

- Article 1106-3, 2° du code rural
- Articles 18 et 20 du décret n° 61-294 du 31 mars 1961 modifié relatif à l'application du chapitre III-1 du titre II du livre VII du code rural, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des bénéficiaires du régime obligatoire d'assurance maladie, invalidité, maternité des membres non salariés des professions agricoles.

I.- CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA PENSION D'INVALIDITÉ

L'article 18 du décret du 31 mars 1961 tient compte des deux modifications apportées à l'article 1106-3, 2° du code rural par l'article 44 de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

D'une part, il supprime la condition administrative d'emploi de main-d'œuvre lorsque la pension d'invalidité est attribuée pour inaptitude partielle du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole. Depuis l'entrée en vigueur de la loi susvisée, l'attribution de la pension d'invalidité aux deux tiers en faveur de ces derniers est désormais subordonnée aux seules conditions médicales et d'ouverture des droits. Il n'est plus exigé du demandeur qu'il ait exercé sa profession au cours des cinq dernières années avec le concours, outre son conjoint, d'un seul salarié ou d'un seul aide familial.

D'autre part, il étend le bénéfice de la pension d'invalidité aux deux tiers aux époux coexploitants et aux associés exploitants d'une exploitation agricole à responsabilité limitée.

II.- CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE SUSPENSION DE LA PENSION D'INVALIDITÉ

L'article 20 du décret du 31 mars 1961 modifie les conditions dans lesquelles les pensions d'invalidité servies aux exploitants peuvent être supprimées ou suspendues en tout ou partie lorsque les ressources de l'exploitant dépassent un certain plafond.

Le revenu de référence est désormais fixé à 2 028 fois le salaire minimum de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année du contrôle.

A) Condition de suppression de la pension d'invalidité :

La pension d'invalidité est supprimée lorsque l'exploitant ou le chef d'entreprise agricole est en mesure de reprendre un emploi susceptible de lui assurer un revenu annuel au moins égal à la moitié du revenu de référence (soit 1 014 fois le SMIC).

B) Conditions de suspension de la pension d'invalidité :

L'article 20 du décret du 31 mars 1961 a pour objet d'apprécier les seuls revenus procurés par l'activité professionnelle salariée ou non salariée de l'invalidé, exercée au cours de l'année du contrôle. Ces revenus sont calculés par rapport à ceux figurant sur le dernier avis d'imposition fiscal détenu par cette personne.

1°)- Plafond de ressources applicable

La pension d'invalidité est suspendue en tout ou partie, sauf pendant les périodes de rééducation fonctionnelle ou professionnelle, lorsqu'il est constaté que le montant cumulé des arrérages versés et des salaires ou revenus professionnels excède la moitié du revenu de référence (1 014 fois le SMIC) durant les deux premiers trimestres de service de la pension ou dépasse ce revenu (2 028 fois le SMIC) au cours de chaque année civile ayant donné lieu à versement de cet avantage.

2°)- Périodicité des contrôles

Un premier contrôle doit être effectué par les organismes assureurs AMEXA après les deux trimestres suivant la date d'effet de la pension d'invalidité. Il a pour objet de leur permettre de vérifier le montant des ressources de l'intéressé et de suspendre éventuellement la pension sans attendre que celui-ci ait perçu une année entière d'arrérages. Il porte sur le montant cumulé des arrérages versés au titre de la période semestrielle susvisée et des revenus professionnels tels que décrits en 3 pour le premier contrôle. Si ce montant excède la moitié du revenu de référence, le montant des arrérages de chacun des deux trimestres suivant ceux qui ont fait l'objet du contrôle est réduit de la moitié du dépassement constaté.

Il est ensuite procédé à des contrôles annuels au début de chaque année civile. Ils portent sur le montant cumulé des arrérages versés au titre de la période de douze mois faisant l'objet du contrôle et des revenus professionnels annuels pris en compte. Si ce montant dépasse celui du revenu de référence, le montant des arrérages de chacun des quatre trimestres à venir est réduit du quart du dépassement constaté au cours de l'année précédente.

Toutefois afin que les régularisations éventuelles ne connaissent pas d'interruption, il sera procédé au 1er contrôle annuel sur la base des derniers revenus connus actualisés dès le début du 1er trimestre civil suivant les deux trimestres dont les arrérages ont pu être réduits ; suivant le nombre de trimestres civils restant à courir jusqu'au premier janvier suivant, le dépassement constaté devra être répercuté aux 3/4, pour la moitié ou pour 1/4 sur les trois trimestres, les deux trimestres ou le trimestre restant à courir jusqu'à cette date.

Lorsque les organismes assureurs AMEXA ont connaissance d'un changement dans la situation de l'invalidé, ils peuvent, à tout instant, en cours d'année, procéder à un contrôle exceptionnel et en tirer les conséquences sur le niveau de la pension due. Ce changement résultera généralement d'un acte juridique passé devant notaire tel que donation, vente, bail, etc. ou éventuellement d'un acte sous seing privé. L'invalidé peut solliciter lui-même ce contrôle.

3°)- Détermination des revenus professionnels

a)- Prise en compte des revenus professionnels du seul chef d'exploitation ou d'entreprise

La suspension de la pension d'invalidité sanctionne les dépassements du plafond de ressources résultant du cumul de la pension d'invalidité et des revenus procurés à l'invalidé par l'exercice d'une activité professionnelle agricole ou non agricole.

Ainsi les bénéfices tirés de l'exploitation ne doivent pas être inclus dans les ressources de l'invalidé qui a cédé sa qualité de chef d'exploitation à son conjoint dès lors que la transmission de cette qualité s'accompagne effectivement d'une transmission de la gestion des biens agricoles.

Il en est ainsi lorsque le conjoint prend la direction d'une exploitation constituée :

- de biens propres lui appartenant, sous réserve qu'il révoque expressément le mandat de gestion ou le commodat (prêt à usage) en vertu duquel l'exploitant invalide dirigeait jusqu'alors l'exploitation ;
- de biens communs aux deux époux sous réserve que l'époux invalide renonce par écrit à exercer son pouvoir de direction de l'exploitation ;
- de biens ayant fait l'objet d'un contrat de bail soit au profit de l'époux invalide soit au profit des deux époux sous réserve que le titulaire de la pension d'invalidité demande la résiliation du bail et qu'un nouveau contrat écrit soit conclu au seul bénéfice du conjoint ;
- de biens propres de l'exploitant invalide sous réserve que ce dernier les lui ait cédés soit en pleine propriété par donation entre vifs, soit par bail selon les modalités prévues au livre IV du code rural.

Aucun autre mode de transmission ne peut être admis comme réalisant le transfert des revenus de l'exploitation au profit du conjoint qui en reprend la direction : c'est ainsi qu'en cas de mise à disposition de son conjoint de biens propres de l'invalide, réalisée par commodat, les revenus tirés de la mise en valeur des terres resteront imputés à l'invalide.

Il appartient aux organismes assureurs AMEXA, notamment dans le cas où l'invalide a cessé, par une renonciation écrite, d'exercer son pouvoir de direction sur l'exploitation composée de biens communs, d'effectuer des contrôles sur place pour s'assurer de la réalité de cette renonciation. Si les éléments retenus ne paraissent pas probants, les revenus professionnels correspondants doivent être réintégrés dans les ressources prises en compte pour l'application de l'article 20 du décret du 31 mars 1961.

b)- Prise en compte des revenus professionnels retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu

Les revenus professionnels à prendre en compte sont ceux de l'invalide, figurant sur l'avis d'imposition concernant les revenus de l'année civile précédant la date de contrôle, revalorisés par application du taux d'évolution en moyenne annuelle de l'indice général des prix à la consommation des ménages figurant dans le rapport économique et financier annexé au projet de loi de finances de l'année du contrôle. A défaut, il est tenu compte des revenus professionnels du dernier avis d'imposition reçu par l'intéressé, revalorisés par application d'une part du taux d'évolution en moyenne annuelle du même indice constaté pour la dernière année, d'autre part du taux d'évolution prévu pour l'année de contrôle.

Il est fait abstraction des déductions opérées sur l'avis d'imposition, en vertu de l'article 156-1 du Code général des impôts, au titre des reports des déficits constatés au cours d'une ou plusieurs années antérieures à celle qui est prise en considération.

S'agissant du premier contrôle portant sur les deux premiers trimestres, il convient de ne retenir que la moitié des revenus professionnels définis ci-dessus, qui correspondent à cette période d'arrérages, notamment en ce qui concerne ceux qui sont tirés d'une activité non salariée agricole.

Lorsqu'un invalide doit, en raison de son état d'invalidité avoir recours à une main-d'œuvre salariée pour l'aider dans ses travaux il peut déduire des revenus professionnels pris en compte, s'il est soumis à un régime forfaitaire d'imposition, les charges afférentes à cette main-d'œuvre (salaires plus charges sociales), assumées au cours de la période de versement des arrérages qui font l'objet du contrôle. Au cas où un invalide, soumis à un régime fiscal de bénéfices réels ou au régime transitoire agricole procède, pour la même raison, à l'embauche d'une main-d'œuvre salariée pendant la période de versement des arrérages faisant l'objet du contrôle, il y a lieu de déduire lesdites charges si cette période ne correspond pas à l'année civile au titre de laquelle les revenus professionnels ont été pris en compte.